

Tribune socialiste

N° 320 / 23 MARS 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

APRÈS LA CONFÉRENCE DE GUAM

Pierre Naville



Le général GIAP (à gauche) félicite deux aviateurs nord-vietnamiens.



Les luttes sociales

Serge Mallet

La gauche après les élections

Lucien Saintonge

Résolutions du C.P.N.

Le tiercé de Mag Bodard

Jean Helms

Le Vietnam et les jeunes européens

Les 11 et 12 mars s'est tenue à Bruxelles une Conférence des organisations d'avant-garde de la jeunesse d'Europe consacrée à la coordination de l'aide à la révolution vietnamienne et à la lutte contre l'O.T.A.N. Cette conférence, organisée à l'initiative de la « Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique », a permis de réunir une quinzaine d'organisations d'Europe occidentale représentant généralement au niveau « jeunes » le courant de la gauche socialiste européenne : jeunes du P.S.I.U.P. et « Falce Martello » (Italie), E.S.U. et J.C.R. (France), Jeunes Gardes Socialistes et Etudiants Socialistes (Belgique), « Rebel » et Young Socialists (Grande-Bretagne), Etudiants Socialistes d'Irlande, Jeunesse Socialiste et « Politeia » des Pays-Bas, Young Socialist Alliance (U.S.A.) et le Syndicat démocratique espagnol.

Après une journée de discussions fructueuses et de confrontations intéressantes, un accord politique était réalisé entre toutes ces organisations sur la base d'un texte qui dénonce l'agression américaine au Vietnam, analyse l'intervention impérialiste des U.S.A., exprime son soutien actif à la révolution vietnamienne et avance un certain nombre de propositions concrètes pour lutter contre la guerre. En particulier, la résolution propose la constitution d'un front unique anti-impérialiste, comprenant le mouvement ouvrier occidental et les pays socialistes, sans exception, et visant à contrebalancer toutes les propositions de paix de compromis. D'autre part, analysant la situation de l'O.T.A.N., le texte envisage les possibilités de lutte contre l'alliance atlantique, en les inscrivant dans le cadre du combat anticapitaliste.

Pour mettre en pratique ces résolutions, la Conférence a décidé de publier une brochure d'explication sur l'O.T.A.N., de sortir une affiche internationale, de même type pour tous les pays, d'organiser une manifestation à Casteau (emplacement du futur siège de l'O.T.A.N.) et le même jour, des manifestations de solidarité dans tous les pays d'Europe et, enfin, de préparer un important travail de propagande auprès des soldats et des ouvriers.

A la suite de l'accord politique réalisé sur le texte, les délégations des jeunes du P.S.I.U.P. et des E.S.U., qui avaient participé à cette conférence au titre d'observateurs, décidaient de devenir partie prenante et acceptaient de prendre des responsabilités au Bureau exécutif, chargé de coordonner les différentes activités et de donner suite aux travaux de cette Conférence.

Le Secrétariat National des E.S.U. a estimé, pour sa part, que cette première conférence avait été très positive quant aux contacts entre les organisations et les perspectives de lutte et de travail en commun qu'elle avait réussi à dégager. Les E.S.U. souhaitent, non seulement que les présents projets parviennent à se réaliser, mais encore que d'autres conférences ou réunions de ce type permettent de renforcer les liens entre organisations jeunes de la gauche socialiste européenne et d'étendre les concertations à d'autres champs d'intervention. □

Les difficultés des Angolais

Dans notre précédent numéro, nous évoquions les dramatiques divisions des mouvements nationalistes angolais ; l'actualité africaine nous rappelle une fois de plus cette réalité. Pour autant que l'on puisse être sûr des informations qui suivent, nous les soumettons à nos lecteurs.

Je me suis évadé le 4 mars de la base de Kinkuzu (Congo-Kinshasa) où j'étais prisonnier depuis le 30 juillet dans des conditions épouvantables, a déclaré en débarquant à Brazzaville M. Emmanuel Lamvu Norman, président du Comité des bons offices angolais, enlevé le 15 juillet 1966 à Kinshasa par des « agents » de Holden Roberto, président du « G.R.A.E. », puis transféré à la base de Kinkuzu (à une quarantaine de kilomètres de la frontière du Congo-Brazzaville).

« Pendant sept mois, a affirmé M. Lamvu, j'ai été enfermé dans une pièce de 5 mètres sur 7 avec trente-deux prisonniers appartenant pour la plupart au M.P.L.A. dont le commandement était dirigé par Joa Benedito, membre directeur du M.P.L.A. Trente autres prisonniers étaient également détenus dans une maison adjacente. Nous avions 10 grammes de poisson par jour avec un peu de farine. Nous étions brutalisés, obligés de travailler dans des conditions inhumaines sous la garde des militaires de Holden Roberto.

« Le 4 mars 1967, avec deux militants du M.P.L.A., nous avons réussi à percer un trou dans le mur de la prison, et à nous évader ; peut-être d'autres détenus ont-ils pu s'enfuir. Après quatre jours de marche exténuante de nuit, nous avons gagné le Congo-Brazzaville.

« Je demande solennellement, a conclu M. Lamvu, à la Croix-Rouge internationale d'enquêter à Kinkuzu afin de sauver d'une mort quasi certaine les prisonniers de cette base qui sont actuellement dans un état analogue à ceux de Buchenwald. » □

A propos du Togo

Pour clore la correspondance ouverte la semaine dernière par la lettre du professeur Cornevin, nous donnons la parole à notre collaborateur, Guillaneuf.

Je remercie M. Cornevin d'avoir rectifié certaines inexactitudes qui s'étaient glissées dans mon bref historique sur le Togo, mais elles ne transforment en rien la ligne générale de l'article. Si la première mission de visite de l'O.N.U. a bien eu lieu en 1949, c'est celle de 1952 qui a laissé un souvenir très vif dans la population par la réaction qu'elle a entraînée de la part de l'Administration française (*).

M. Cornevin, en insistant sur le fait que mon texte est écrit — en certaines de ses parties — au conditionnel, veut faire entendre qu'au lieu de faits précis, je n'ai que des rumeurs douteuses à formuler. Chaque lecteur compréhensif aura saisi que ce conditionnel n'enlève rien à la vérité et à la précision des faits apportés mais qu'il a été employé dans un souci de prudence afin de préserver d'éventuelles sources de renseignements.

Aussi passionnément attaché à cette terre d'Afrique que M. Cornevin, je ne crois pas avoir — ceci dit en toute simplicité — les mêmes perspectives que lui pour l'avenir. Je n'ai pas à chercher de motifs de désolation ni d'éléments d'espoir mais j'essaie simplement d'observer avec lucidité ce qui s'y passe. Cette divergence n'est cependant pas de nature à m'opposer à M. Cornevin dans la bonne foi duquel je crois sincèrement et dont je reconnais la remarquable compétence en matière africaine.

Il reste que la participation des lecteurs est toujours profitable et bienvenue dans nos colonnes. □

(*) Nous recommandons aux lecteurs intéressés par l'histoire du Togo l'ouvrage fort détaillé et le seul existant sur ce sujet, à ma connaissance, de M. Robert Cornevin, L'Histoire du Togo (Ed. Berger-Levrault, 1962). 437 p. (Prix du Centenaire du Maréchal Lyautey - Académie des Sciences d'Outre-Mer).

La Réunion : le paradis de la fraude

L'opinion publique à La Réunion est encore sous le coup de l'émotion créée par les nouvelles contradictoires de la radio lundi

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Caribaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAIME - PARIS 1967

13 mars concernant l'issue du deuxième tour en France.

Le matin, Radio-Saint-Denis avait annoncé que la coalition gaulliste avait perdu la majorité à l'Assemblée nationale, en même temps qu'elle confirmait officiellement l'élection à La Réunion de M. Gabriel Macé.

Ce n'est qu'à midi trente que la radio rectifia, et annonça que les gaullistes maintenaient de justesse leur majorité parlementaire.

L'impression est restée à La Réunion que c'est l'élection frauduleuse de M. Macé qui a permis le redressement in extremis de la majorité gaulliste.

En tout état de cause, la population estime que si le « gangstérisme électoral » n'avait pas permis « l'élection » de MM. Debré, Cerneau et Macé, trois sièges auraient manqué à la coalition gaulliste qui se serait vue dépouillée de la majorité. Par contre, les forces de gauches auraient disposé de trois sièges supplémentaires au parlement. (Ces élections dans les trois circonscriptions ont fait l'objet de recours devant le Conseil constitutionnel.)

La fraude électorale, que l'on croyait être une institution d'intérêt local pour la défense des privilèges exorbitants d'une minorité, prend dans ces conditions une dimension toute nouvelle, et devient un moyen de gouvernement en France même. □

Editorial

La signification des luttes sociales actuelles

Serge Mallet

Après trois années de piétinement, de manifestations parfois importantes mais sans continuité et surtout sans résultats, l'action syndicale connaît depuis un mois une spectaculaire relance. Cette fois-ci, ce n'est pas le secteur public — secteur de services pour l'essentiel, qui donne le ton — mais le secteur privé. Et pas n'importe lequel : les mouvements en cours depuis un mois se déroulent dans les secteurs de pointe de l'industrie néo-capitaliste : l'aéro-aéronautique (Dassault), la chimie (Rhodiaceta, l'automobile (Berliet).

Ils sont le fait de la fraction de la classe ouvrière la plus qualifiée techniquement, de celle qui est liée aux processus technologiques les plus avancés de l'industrie. Les cadres, ingénieurs et techniciens, participent au mouvement — quand ils n'en sont pas à l'origine.

Par les secteurs engagés dans la lutte, par les caractéristiques stratégiques de celle-ci (lutte au niveau de l'ensemble d'un trust, y compris entreprises sous-traitantes), par la nature des revendications (garantie de l'emploi, « mensualisation » des salaires, élargissement des droits syndicaux sur le contrôle de la gestion), le mouvement amorcé par les travailleurs de chez Dassault retrouve ainsi les caractéristiques des mouvements des années 1959-62 dans l'industrie privée.

Mais, par rapport à ceux-ci, le mouvement en cours présente une différence incontestable. Les luttes syndicales à orientation gestionnaire de 1959-62 se déroulaient dans une conjoncture d'expansion économique. Le patronat put, dans ces conditions, faire le tri de ce qu'il pouvait accepter et de ce qu'il devait refuser : l'essentiel des revendications portant sur la garantie de l'emploi, l'indexation des salaires à la productivité de l'entreprise furent intégrés dans des « accords d'entreprise » et donc garantis contractuellement par le patronat, tandis que tout ce qui touchait à « l'autorité du chef d'entreprise » se voyait impitoyablement refoulé.

Les luttes syndicales actuelles se situent au contraire dans un contexte de « lourdeur » de la conjoncture, dans une phase dépressive du cycle. Le « plan de stabilisation », tentative d'organiser de manière ortho-

doxe la stagnation prévisible, n'a fait que porter au niveau d'une politique gouvernementale la tendance spontanée des entreprises en pareil cas : freinage de la production, réduction des investissements, réduction du nombre d'emplois et des horaires servant effectivement de base au salaire réel des ouvriers. C'est-à-dire qu'elle devait porter atteinte aux avantages consentis en 1959-62 et montrer le caractère conjonctionnel de ces succès.

La résistance patronale s'avère aussi plus forte qu'à cette époque : le recours à des lock-out prolongés — comme chez Dassault, à Rhodiaceta, aujourd'hui aux Chantiers de l'Atlantique et chez Berliet. La dénonciation brutale et unilatérale des accords d'entreprise comme chez Neyrpic — s'explique par le contexte économique : celui-ci interdit effectivement aux directions des entreprises de répercuter les hausses de prix de revient (qu'il s'agisse d'une augmentation des salaires ou du maintien à plein régime des possibilités de production) sur les prix de vente. Au contraire, la crise de surproduction générale qui menace l'ensemble de l'Europe occidentale (conséquence de l'anarchie concurrentielle engendrée par le Marché commun et son orientale « libérale ») lui impose de baisser ses prix — soit pour conserver ses marchés menacés, soit pour trouver dans des pays moins « riches » (Europe de l'Est ou tiers monde) des marchés de substitution.

L'offensive ouvrière se déclenche donc à un moment où le capitalisme n'a pas beaucoup de possibilités de recul. Et c'est en ce sens que l'approfondissement du mouvement actuel trouve sa signification politique :

— Si depuis trois ans, les directions syndicales d'entreprise freinaient le mouvement revendicatif, c'est qu'elles savaient fort bien que la conjoncture économique rendait douteuse des succès « partiels ». Même si telle ou telle direction, mieux armée que les autres, avait tendance à « lâcher du lest », la pression gouvernementale avait tôt fait de la « mettre à la raison ». Le mécontentement ouvrier, détourné de ses expressions traditionnelles de protestation, a ainsi été amené à prendre une forme politique. L'on n'a pas assez noté la leçon la plus importante de ce scrutin : c'est que le gaullis-

me n'a compensé que partiellement par des succès relatifs dans les zones rurales sous-développées, jusqu'ici bastions défensifs de la gauche traditionnelle, ce qu'il perd dans les régions industrialisées du pays : il gagne Ussel, mais il perd Grenoble. L'avancée générale de la gauche dans les zones industrielles de l'Est, de la région Rhône-Alpes et de la région parisienne remet en question le fameux truisme construit par le gaullisme : la France de gauche est la France sous-développée ; la France archaïque et retardataire. Ce qui fut vrai en 1962 ne l'est plus en 1967 : ce sera un des mérites historiques du P.S.U. que d'avoir, par ses critiques et ses analyses, amené l'ensemble de la gauche à réviser une attitude conservatrice face au néo-capitalisme et permis de retrouver l'audience de la France moderne.

Toujours est-il que le néo-capitalisme gaulliste a démontré — tout comme est en train de le faire son concurrent allemand — qu'il était incapable d'assurer la stabilité économique, l'expansion et le plein-emploi et a fait naturellement apparaître aux yeux des travailleurs la nécessité d'une alternative politique.

**

Mais le succès de la coalition de gauche — succès qui eût pu être plus grand si elle avait à temps su proposer clairement une autre politique économique — donne aujourd'hui à la lutte sociale un nouvel essor.

Les grévistes de Berliet, de Rhodiaceta, des Chantiers de l'Atlantique, ont trouvé dans la nouvelle situation politique créée par l'unité de la gauche et l'échec de la majorité une raison supplémentaire de confiance en leur lutte :

— ce qui est aujourd'hui en question, c'est la base du pouvoir économique et politique lui-même. Nul doute que les deux prochaines années seront dominées par cette conjoncture nouvelle : un développement des luttes sociales tendant, non seulement à des augmentations de salaires, mais à imposer une autre politique économique fondée sur une planification démocratique rigoureuse et une véritable redistribution du revenu national — seule mesure efficace de relance de l'expansion — conjuguée avec l'existence d'une opposition politique, de plus en plus cohérente et de mieux en mieux structurée, presque majoritaire dans le pays et puissamment représentée au Parlement.

La fragile majorité actuelle pouvait espérer maintenir sa cohésion et voir s'effriter celle de la gauche si la poussée électorale de la gauche ne s'était pas accompagnée d'un mouvement social important. Elle perd cet espoir si les luttes actuelles se prolongent et s'amplifient. N'oublions pas en effet, que les succès électoraux de la gauche ont — du même coup renforcé l'aile la plus

« capitaliste » du régime — ces gaillardiens qui sont au Parlement l'expression politique la plus transparente des trusts néo-capitalistes attaqués aujourd'hui par leurs travailleurs.

Outre la conjoncture économique internationale, cette composition de la nouvelle « majorité » gouvernementale, interdira au gouvernement gaulliste la moindre réforme économique. Toutes les exhortations de M. Capitant — qui accuse à raison le couple Pompidou-Giscard d'avoir « perdu » les élections — ne changeront rien à ce fait.

Et c'est dire du même coup que cette majorité fragile est, à court terme, menacée d'éclatement si la pression sociale s'intensifie.

Nous avons été les premiers, il y a neuf ans, à mettre en garde la gauche contre l'illusion de ne voir dans le gaullisme qu'un phénomène accidentel lié à la seule personnalité du général de Gaulle et à y déceler l'expression politique du néo-capitalisme. Mais nous avons aussi été les premiers à dire que, dans les conditions de l'Europe occidentale, la phase néo-capitaliste ne pouvait se prolonger pour des décades. Nous sommes arrivés au début d'une nouvelle phase politico-sociale où le changement de majorité politique peut signifier en même temps l'ouverture d'une alternative socio-économique. En un mot où mûrissent rapidement les conditions d'un changement de régime politique et de structures économiques, les conditions de cette alternative socialiste que nous envisagions au congrès de Clichy.

Sachons être pleinement conscients des responsabilités que cette situation nouvelle impose au courant de renouveau socialiste dont nous avons été longtemps les principaux représentants.

Il n'est plus question aujourd'hui de se préparer à une « lointaine » alternative socialiste, non plus qu'il soit possible de revenir à une « solution démocratique » réactionnaire. Le renversement du régime gaulliste est aujourd'hui une perspective à court terme — et avec lui celui du système économique néo-capitaliste.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

□ Le cas Pinet

Les faits sont connus : le 12 décembre 1964, M^e Georges Pinet, avocat à la Cour, président d'honneur de l'association Cujas, fondateur de la revue *Etudes Juridiques et Economiques* et longtemps responsable national de la J.E.C., renvoyait au ministre des Armées son livret militaire sur le motif qu'il ne pouvait accepter, en chrétien, de servir désormais dans une armée dont la stratégie est basée sur l'emploi de l'arme nucléaire contre l'existence des populations civiles.

On sait aussi que, condamné à quatre mois de prison par la Cour d'appel de Paris le 7 juillet 1966, cet ancien militaire du contingent en Algérie a été effectivement arrêté en son cabinet, 9, rue Jacques-Cœur, le 27 février 1967 et incarcéré le lendemain au régime du droit commun dans l'enceinte de la prison de Fresnes.

L'affaire, pendant toute sa période purement contentieuse, n'avait été connue que de l'entourage de l'intéressé, de son défenseur en confrère Pierre Stibbe, et de ses amis du M.C.A.A. Il faut voir là un trait particulier du caractère de Georges Pinet dont l'efficacité militante aux causes généreuses s'assortit d'une simplicité quasiment apostolique et d'une intolérance foncière à la publicité personnelle.

L'incarcération de cet avocat, réputé pour son sérieux, ses qualités de cœur et sa conscience professionnelle a suscité au Palais une émotion considérable, dont témoigne la signature d'un texte de protestation par nombre de ses confrères appartenant à toutes les familles politiques.

Leur présence était très sensible à la conférence de presse, réunie par le M.C.A.A. le 7 mars, à la Maison des Journalistes, et au cours de laquelle Daniel Mayer, Claude Bourdet, Jean Rostand mettaient en évidence le problème politique et humain soulevé par l'action et l'incarcération de Georges Pinet.

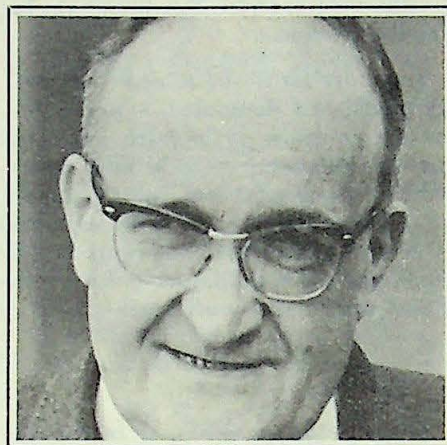
Les témoignages de représentants autorisés du catholicisme, du protestantisme et de la libre pensée venaient soutenir l'exigence, par Maître Jean-Jacques de Félice, d'une reconsidération urgente du dossier et du sort immédiat de ce condamné, qui est son confrère et son ami fraternel.

Il est odieux que cet homme, manifestement condamné pour un « délit politique », soit incarcéré, et ce, sous le régime du droit commun.

Il paraît accablant pour les juges qui l'ont condamné, pour les ministres qui le tiennent prisonnier, que les uns et les autres n'aient pas reconnu devant eux ce personnage que leur profession ne les accoutume pas

à rencontrer de face : *l'Honnête Homme*, cet encombrant bonhomme!

Depuis le 12 mars, Georges Pinet peut se sentir moins seul dans sa prison : M. Messmer va-t-il le faire rejoindre par les 27.328 Lorientais qui lui ont renvoyé son bulletin de ministre de l'arme atomique ? Il importe à la gauche, il nous importe de sortir de prison ce militant pacifiste, car sinon, ce serait admettre qu'en dépit du sévère avertissement donné par le pays à la république des barbouzes, le délit politique est décidément le moyen d'ordre dont dispose impunément ce pouvoir, pour briser la volonté populaire, lorsqu'elle contrevient à ses projets. □



Capitant : le révolté de la Maison.

□ La colère des "gaullistes de gauche"

Les « gaullistes de gauche » se mettent à nouveau en colère ; mais cette fois, leurs foudres se dirigent vers le Premier ministre et son gouvernement.

Après avoir défendu avec fermeté, vigueur et souvent avec brillant l'ensemble de la politique appliquée durant la dernière législature, voici que ces mêmes hommes — les élections passées — se mettent à critiquer avec force la politique économique et sociale menée par le gouvernement Pompidou : « Le gouvernement a effectivement mené une politique de droite en matière économique et sociale », déclare M. Capitant dans *Notre République* du 17 mars. Pourquoi donc l'avoir cautionnée ?

Et c'est aussi l'aveu d'un échec personnel dans les écrits de M. Vallon : « La constitution d'un gouvernement capable de s'évader des ornières du conservatisme autrement qu'en paroles prouverait qu'il est décidé à tenir compte du mécontentement populaire... » N'est-ce pas des propres paroles de M. Vallon ou de ses proches amis politiques dont il s'agit ?

En fait, nous ne sommes pas étonnés. Les « gaullistes de gauche » nous ont habitués à de telles volte-face, et cela prouve une fois de plus qu'ils ne servent que d'alibi au régime gaulliste.

Mais le retournement est aujourd'hui rapide et cela pour deux raisons qui tiennent à la peur et à la déception.

Les « gaullistes de gauche » ont peur pour le régime gaulliste qui ne tient plus à l'Assemblée qu'à une voix de majorité. Aussi, comme chacune des tendances de la coalition gouvernementale, ils expliquent le recul général de la « V^e République » par le manque de cas que le gouvernement a fait de leurs propositions, espérant une fois de plus qu'ils seront enfin écoutés.

Mais les « gaullistes de gauche » sont aussi déçus de ce que le pays, en envoyant peu de députés de leur tendance, a fait un bien faible écho à leur façon d'expliquer le passé et d'envisager l'avenir. Les hommes et femmes de gauche de ce pays ont compris l'antinomie fondamentale, entre le régime gaulliste reposant sur le capitalisme d'organisation et leur aspiration au progrès social et à la sécurité de l'emploi.

Déçus, les « gaullistes de gauche » l'ont été encore quand, à la demande de M. Pisani, M. Debré — indigné et coléreux — et M. Pompidou — ferme mais serein — ont refusé qu'ils constituent un groupe parlementaire autonome qui aurait voulu être un contrepoids au groupe des Républicains Indépendants de M. Giscard d'Estaing.

Encore une fois, ils ont acquiescé et sont rentrés dans le rang, condamnés à nouveau à cautionner par leur vote la politique antisociale du gouvernement qu'aussitôt après ils réprouveront dans leurs écrits et leurs discours.

Pour M. Vallon — amèrement déçu — un seul espoir subsiste : que le général de Gaulle reprenne à son compte les idées qu'il émet, et en particulier son fameux amendement. « C'est sur lui que nous comptons », écrit-il.

Un espoir aussi pour M. Capitant : remplacer M. J.-M. Jeanneney à la tête du ministère des Affaires sociales. Ainsi, dès aujourd'hui, une fraction de la majorité avoue explicitement ne plus rester fidèle à celle-ci qu'en raison de l'existence d'un homme : le général de Gaulle.

Déjà, au sein de la majorité, le désordre remplace la stabilité et chacun tire la couverture à soi.

Auront-ils au moins la décence d'attendre que le général de Gaulle s'en aille pour n'être plus gaullistes ? □

□ N'oubliez pas le service !

La majorité, c'est nous ! » On ne l'invente pas, c'était le doigt stylé d'un modèle de « Service et Méthodes » qui nous l'a assuré. Mais gageons que M. Bongrand ne visait pas du même côté. Il l'a déclaré au cours d'un débat en direct avec les auditeurs d'Europe N° 1 : « Une information n'est reçue qu'en tant qu'elle est demandée. » C'est vrai, la demande est faite mais apparemment le régime et ses supporters se sont trompés d'information. Et c'est sur ce point qu'il faut réfléchir sérieusement. On a trop souvent dit : « Ce qui fait la force du régime, c'est la télévision. » Oui et non. Sans doute certains électeurs se déterminent-ils parfois en fonction d'un message audio-visuel plus « parlant » qu'un journal ou un autre support. L'intervention du général de Gaulle sur les ondes après la clôture des interventions officielles n'est sans doute pas étrangère au résultat obtenu par la majorité au premier tour. Ni à sa retombée au second. Car une fois le choc émotif absorbé, les problèmes de fond resurgissent : on ne fait pas oublier longtemps par une grande phrase le conflit de Rhodioceta, la spéculation des Hauts-de-Belleville ou la pénurie des C.E.G. Ils étaient là, les besoins essentiels et les porte-clefs majoritaires n'y pouvaient rien.

L'échec de la V^e République aura donc eu, entre autres avantages, celui de disqualifier une forme insupportable et vulgaire de publicité que le bon sens récusait. Le verdict des électeurs l'a prouvé.

En fait, l'U.N.R. s'est trompée de maison. Car tandis que les spécialistes de Bongrand visaient à conquérir la « clientèle flottante » chère à Lecanuet, au lieu de renflouer leur propre navire, un petit ouvrage de la S.E.M.A. qu'ils n'avaient pas encore lu (*) analysait par avance l'échec du centrisme : le « marais » ne constituait pas un support électoral en tant que tel mais une masse hésitante prête à se porter, selon la conjoncture sur un des courants les plus affirmés du moment. C'est bien ce qui s'est passé... Ce sera d'ailleurs une des leçons de ces élections : aucun sondage quantitatif d'opinion, qu'il s'agisse de l'I.F.O.P. ou de la S.E.M.A., n'a prévu l'échec de la majorité. La technique, qu'il s'agisse d'études de marchés ou de campagnes publicitaires, est une approche intéressante, certes. Elle ne saurait en aucun cas pallier les lacunes d'une politique ou contrarier l'originalité de ceux qui sont chargés de l'assumer ou de la juger. □

(*) *Les Familles politiques en France*. Société d'Etudes et de Mathématiques Appliquées (Ed. de Minuit).

Mise au point

Notables et hommes nouveaux

Marc Heurgon

Personne ne contestera à François Mitterrand le droit de se féliciter hautement du succès des 16 élus de la Convention. Il est vrai que c'était en grande partie inattendu, il est vrai que c'est pour le Président de la Fédération un succès personnel, il est vrai que tous ceux qui lient étroitement l'unité et le développement de la gauche à son renouvellement, ne peuvent que se féliciter de l'élection de Mermaz ou de Labarrère, de même qu'ils se réjouissent de celle de Pierre Juquin dans les rangs du Parti Communiste.

C'est au contraire avec étonnement qu'on lit le commentaire un peu rapide qui concerne le P.S.U. « formation, apparemment plus neuve » mais qui « n'a fait élire que des notables et non des hommes nouveaux comme Michel Rocard ». Cela vaut de regarder les chiffres de plus près. Prenons par exemple le cas de Claude Estier à Paris : il obtient au premier tour 7 061 voix contre 10 124 au candidat communiste Nedelec. Le "cadeau" du P.C. est donc ici de 3 063 voix, puisqu'il se retire devant la Fédération et lui permet de battre Sanguinetti. Prenons le cas de Georges Dayan à Nîmes : il obtient 8 737 voix au premier tour contre 12 557 voix au P.C. ; le cadeau communiste est donc ici de 3 820 voix, ce qui permet à Dayan de battre l'U.N.R. sortant Tondut. Prenons au contraire le cas de Michel Rocard dans les Yvelines : il obtient 5 626 voix contre 7 381 au candidat du P.C. Sergent, soit un écart de 1 755 voix. A aucun moment, le P.C. n'envisage de retirer son candidat, ce qui aurait donné au P.S.U. de très grandes chances ; Michel Rocard se désiste

pour le candidat communiste, mais l'U.N.R. Clostermann est réélu.

Il est donc inexact d'affirmer comme le fait François Mitterrand que la qualité d'homme nouveau et une campagne moderne, ont suffi à vous placer tous ses candidats en tête de la gauche et à animer leur élection. Ce qui est vrai, ce que chacun sait, c'est que le Parti Communiste a fait élire, pour des raisons qui sont les siennes, un certain nombre de candidats de la Fédération, très proches de François Mitterrand, mais qu'avec une régularité qui n'a comporté aucune exception, il s'est refusé à agir de même envers des candidats du P.S.U., même quand ceux-ci étaient moins loin de lui. Cette constatation ne ternit pas le succès des hommes de la Convention ; elle vise simplement à rétablir la réalité des faits.

Plus significative paraît être la remarque du Président de la Fédération, quant au « renouvellement de la politique française ». Si le critère se réduit à l'âge ou à l'absence de système pileux, je ne suis pas certain que sur une base de teddy boy, le parti du jeune Alain Terrenoire soit inférieur à celui d'Hippolyte Ducos. Une fois de plus le choix se fera au niveau du programme et des options claires qui souvent risquent de révéler très tôt les options des jeunes notables. Il va falloir au Parlement trancher sur les structures agraires, sur les collectivités locales, sur la démocratie régionale, sur le Sénat, sur les structures de l'Université. C'est à ce niveau que les élus de la Convention auront à s'affirmer ; notre souhait est qu'il le fasse dans le même sens que ceux du P.S.U. □

Revendications

Travail masculin-féminin

Geneviève Rocard

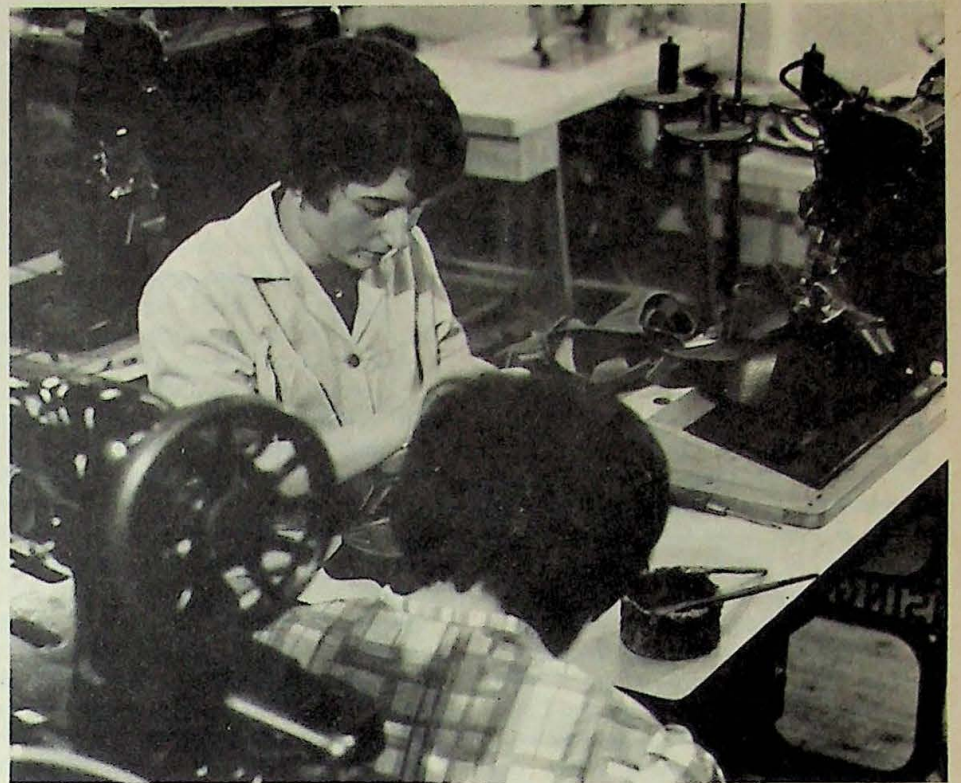
À l'initiative de la C.G.T., les 8 et 9 avril prochain une rencontre nationale aura lieu à Paris sur le thème « pour l'égalité de rémunération, contre les bas salaires, pour la promotion professionnelle des femmes ».

Pour la première fois depuis quelques années la C.G.T. renonce à revendiquer des mesures particulières pour les femmes. Tout comme à la C.F.D.T., nous n'avions pas cru, au P.S.U. pouvoir nous associer à des revendications telles que « l'avance

de l'âge de la retraite ou diminution du temps de travail pour les femmes ». Cette fois-ci il ne s'agit plus de mesures particulières mais de dénoncer des injustices flagrantes telles celles qui sont reproduites dans l'appel de la C.G.T.

Officiellement le ministre des Affaires sociales reconnaît une discrimination de 10,2 % (*) sur les salaires horaires à qualification égale.

Dans la réalité les salaires moyens effectifs accusent des disparités de 35 à 55 % au détriment des femmes.



En plus du foyer

Collombert

Sur la formation professionnelle et sur la promotion professionnelle les propositions sont tout à fait en accord avec la partie du programme P.S.U. sur la promotion des femmes.

Ce que l'appel ne dit pas c'est si les revendications évoquées les années précédentes sont maintenues ; si cela était une grande partie des propositions reposeraient sur des bases fausses.

C'est ce qui a amené la C.F.D.T. à ne pas participer à cette rencontre. Cette confédération reste sceptique sur l'efficacité de telles revendica-

tions car c'est dans l'action journalière au niveau des entreprises et des professions que l'on peut agir, une législation existe mais elle n'est pas appliquée. Néanmoins tout le monde est d'accord sur le fait que la campagne de la C.G.T. est valable sur le plan de la prise de conscience. Dans cette optique une telle rencontre était nécessaire. Nous pensons qu'il sera utile de tenir informés nos lecteurs des conclusions qui seront tirées à cette occasion. □

* Cette disparité s'accroît, elle n'était que de 8,8 % en 1954.

Fonds secrets

Etudiants, trusts et C.I.A.

Georges Gemmes

La révélation publique des liens politiques et financiers entre la C.I.A. (Services Secrets Américains), l'Union des Etudiants Américains et la Conférence Internationale des Etudiants a provoqué le scandale que l'on sait. Il est utile de rappeler dans quelle situation des organisations internationales d'étudiants suivirent cet événement.

Fondée en 1950, la C.I.E. qui s'est depuis structurée et a défini ses principes se présente comme une organisation rivale de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.) dont le siège est à Prague et qui rassemble outre les Unions d'Etudiants des pays de l'Est, des Unions progressistes du tiers monde ou d'Europe (l'U.N.E.F. en particulier).

La C.I.E. quant à elle, dirigée par un secrétariat et un comité de contrôle composés strictement des plus « sûrs » de ses membres, comprend l'ensemble des unions réactionnaires plus, à titre d'observateurs, quelques unions progressistes d'Europe.

Les organisations qui, comme l'U.N.E.F., ont formellement le même statut dans les deux organisations internationales sont conduites par le caractère de plus en plus fermé et conservateur de la C.I.E., à participer de plus en plus au travail de l'U.I.E. qui, à l'heure actuelle, se démocratise et s'élargit.

On présentait les liens financiers unissant la C.I.E. et les trusts américains. On ignorait l'étendue du scandale. Les chiffres sont clairs : de pseudo-fondations dont on sait maintenant qu'elles sont financées par les trusts et étroitement contrôlées par les services secrets U.S., fournissaient à la C.I.E. 650.000 dollars par an de subventions alors que le montant total des cotisations ne dépasse pas 45.000 dollars.

Il est grave que la direction de la Conférence Internationale des Etudiants refuse de donner aux Unions Nationales qui les demandent et en particulier à l'U.N.E.F. des explications et qu'elle cherche au contraire à étouffer l'affaire. □

Analyse du scrutin

La gauche et les élections

Lucien Saintonge

Ces élections ont été d'abord les premières élections "normales" depuis 15 ans : pas de dissolution, pas de crise nationale, pas de danger extérieur. Le pays s'est prononcé à froid — trop à froid même au goût des gaullistes qui ont, sans succès, essayé de re-passionner les choses par le discours du samedi soir et par les imprécations d'entre les deux tours. En conséquence l'évolution qui est apparue peut être considérée comme représentative des tendances profondes, spontanées, "sincères" pourrait-on dire, de l'électorat français.

Ensuite, ce qui est intéressant à de nombreux égards, les Français ont été très nombreux à voter : près de 81 % de votants, c'est un chiffre remarquable avec le mode de scrutin actuel : d'une part la "médiation" des notables et des comités locaux déforme souvent l'affrontement, ce qui provoque le désintérêt de nombreux électeurs ; d'autre part il y a des circonscriptions « sans espoir », où les électeurs d'une tendance donnée ne se dérangent pas, sachant que leur candidat n'aura pas d'influence. Au contraire nous avons constaté une reproduction locale des grands affrontements nationaux : unification des étiquettes, candidatures assurées partout pour les grandes tendances, vive campagne politique dans la presse et à la radio, tout cela a reconstitué les conditions — pour le premier tour — d'un scrutin de liste ou d'une élection présidentielle. D'ailleurs cette forte participation a l'avantage de permettre la comparaison à la fois avec les dernières législatives et avec la dernière élection présidentielle.

Progrès réel
du Parti Communiste

Le P.C.F. a gagné 1.019.000 voix. Par rapport au total de l'électorat, il passe de 14,6 % à 17,8. Certes, son pourcentage des votes exprimés a peu évolué (+ 0,6 %). Mais il est spécieux d'en déduire qu'il stagne : lorsque 4 millions d'électeurs viennent aux urnes alors qu'ils ne l'avaient pas fait il y a cinq ans, le fait d'en attirer le quart est, en soi, un progrès appréciable. En outre ces électeurs qui en 1962 s'abstenaient ou ne votaient pas encore, ont le plus souvent voté pour de Gaulle aux présidentielles. Sur le million d'électeurs

gagnés par le P.C., il est vraisemblable, après analyse détaillée, que 700 000 au moins ont voté de Gaulle il y a un an et demi : c'est dans les circonscriptions où le P.C. progresse le plus que l'on constate le recul le plus net de l'U.N.R. par rapport aux voix de De Gaulle. Il y a donc là un transfert extrêmement positif politiquement, pourvu qu'il soit durable et aussi pourvu qu'il dépasse, graduellement, le niveau du vote de mécontentement social. Du reste, l'examen détaillé des plus forts progrès communistes atteste qu'il y a bien là, pour l'essentiel, un renforcement de son influence dans les régions d'industrialisation rapide : ce n'est pas un vote "poujadiste". Il apparaît donc assez nettement que c'est l'intérêt même du parti communiste de mettre moins l'accent sur la « lutte contre le pouvoir personnel » et d'insister plus (comme il l'a fait en général avant le premier tour) sur l'alternative socio-économique, même sommaire, qu'il oppose au gaullisme.

Une mélancolie injustifiée

En ce qui concerne le P.S.U., la satisfaction est tout à fait permise, eu égard aux conditions dans lesquelles nous nous battions. La performance globale est honorable : en 1962, avec 101 candidats dont 23 sans adversaire S.F.I.O. ou radical, 348 000 voix ; en 1967, avec 103 candidats dont 36 sans adversaire F.G.D.S., 486 000 voix. Nous obtenons 4 élus dans des régions où l'implantation de la gauche est difficile, et qui n'ont "basculé" que par l'effet de notre action incessante. Pour nous aussi, « la mélancolie est injustifiée ». Etant sans inquiétude quant à notre audience, nous pouvons par conséquent être d'autant plus lucides pour analyser les résultats dans le détail, pour voir ce qui va et ce qui ne va pas.

Il y avait d'abord les candidatures nouvelles, destinées à "révéler", à faire apparaître le premier noyau électoral de la gauche socialiste : dans 27 circonscriptions nous présentions pour la première fois un candidat qui devait se faire une place entre P.C. et Fédération. Comme il est normal pour ce genre d'expériences, il y a eu des déconvenues ; mais le bilan d'ensemble est bon : 5 1/2 % en moyenne : 5 "apparitions" réussies à Paris, 2 en Normandie, 3



Une couvée insuffisante.

dans le Centre-Est, 1 en Aquitaine, 2 en Picardie, etc. Des points moyens ou faibles : Nord-Pas-de-Calais et banlieue, où la puissance de nos partenaires fait apparaître nos candidatures moins "crédibles", mais où l'implantation militante a progressé ; Centre-Ouest et Bassin Parisien, où les conditions socio-économiques tant à la campagne qu'à la ville, ne sont pas encore favorables aux thèses du P.S.U. Pour l'ensemble de ces circonscriptions où le P.S.U. apparaissait, il faut noter que nos partenaires de gauche progressent presque aussi nettement qu'ailleurs, ce qui tend à prouver que nos voix ne sont pas en majorité conquises sur un électorat traditionnellement à gauche, mais prises dans des couches jusque là réfractaires à la gauche, et notamment gaullistes.

Dans les endroits où (pour des raisons de circonstance en général) le P.S.U. était en 1962 le seul candidat de gauche à côté du P.C. et où cette fois-ci, il y avait un candidat F.G.D.S. en plus, le P.S.U. perd des voix, ce qui était évident, mais « tient le choc » honorablement : près de 7 % en moyenne, dans des circonscriptions souvent défavorables (globalement elle n'ont donné que 40 % à la gauche tout entière, au lieu de 44 % en moyenne nationale). Par contre certains soucis peuvent nous venir de circonscriptions où nous étions en concurrence avec un S.F.I.O. ou un radical en 1962 et où nous nous présentions de nouveau dans les mêmes conditions. Sur ces 23 circonscriptions, notre électorat stagne alors que le nombre de votants augmente et que P.C. et Fédération progressent. Bien sûr il y a des exceptions : nets progrès à Paris (2^e

et 10^e arrondissement), Quimper, Rouen-Nord, etc. D'autres candidats P.S.U. se maintiennent en progressant au même rythme que le reste de la gauche. Mais il y a une série de régressions sensibles : 3 des 4 circonscriptions toulousaines, Lons-le-Saunier, Montdidier, Chartres, Rouen-Sud, Pamiers. C'est la seule ombre au tableau, mais mieux vaut la regarder en face. Ce phénomène s'explique par toute une série d'incitations psychologiques dont notre électorat a été l'objet, notamment du fait de la découverte des « relations publiques » par la F.G.D.S. Par différents moyens, certains candidats fédérés ont su donner l'impression qu'ils étaient "le" candidat sérieux, le seul apte à battre le gaulliste. Il est donc logique finalement que parmi ceux qui ont le plus souffert de ce reflux on trouve des candidats P.S.U. qui avaient à la fois un acquis électoral déjà solide et un poids personnel ou une implantation locale appréciables. C'est sur de tels candidats que la « surenchère du sérieux » se concentrait tout naturellement.

La conquête de voix
nouvelles

Mais si, à côté de succès méritoires, on trouve ces quelques déceptions dans les circonscriptions « en concurrence », c'est aussi en partie parce qu'elles formaient une catégorie un peu sacrifiée par rapport aux endroits où, espérant une forte percée en voix et éventuellement la conquête du siège, le P.S.U. avait obtenu de la F.G.D.S. qu'elle ne présentât personne. Et en effet, là dans la quasi-totalité des cas c'est une progression considérable, et qui n'est pas tant due à un report des anciennes voix



Le grand vaincu du scrutin.

A.F.P.

S.F.I.O. ou radicales (qui a souvent été réticent) qu'à une conquête massive de voix nouvelles qui cette fois n'était pas compromise par le préjugé « petit parti » dont nous pouvions pâtir ailleurs. Du reste, on peut regarder pour cela 4 circonscriptions où, déjà en 1962, le P.S.U. bénéficiait de la neutralité S.F.I.O. et radicale (la Celle - Saint - Cloud, Versailles-Nord, Lannion et Rennes-Nord) : dans ces circonscriptions globalement, le P.S.U. a presque doublé ses voix. La progression la plus notable est bien sûr celle de Michel Rocard, qui fait 5 600 voix là où le P.S.U. en obtenait 2 400 en 1962. De même, dans certaines circonscriptions le retrait de la Fédération jouait essentiellement en faveur d'un notable centriste bien implanté (Château-Thierry, Nice, banlieue de Lyon) ; et pourtant le P.S.U. y fait une poussée nette : André Marie en a fait l'amère expérience. Enfin dans de nombreuses circonscriptions où nous étions seuls à gauche avec le P.C. alors qu'il n'y avait qu'un seul S.F.I.O. en 1962, nous retrouvons plus de voix que lui : c'est le cas presque partout, mais c'est particulièrement manifeste à Albertville, à Nancy, à Metz, et surtout à Grenoble-Est (D. Hollard a 11 000 voix contre 3 600 S.F.I.O. en 62) et à Saint-Dié (P. Noël a 11 200 voix contre 1 300 S.F.I.O. en 62).

Il est donc clair que ce qui explique les différences surprenantes de tendance entre nos résultats dans diverses circonscriptions, c'est pour l'essentiel l'impression que la candidature du P.S.U. pouvait dans certains cas être présentée comme peu « rentable », peu crédible, alors que dans d'autres la tendance favorable

dont nous bénéficions visiblement n'était pas freinée par ce type de réticences. Cela se vérifie non seulement en fonction de l'éventail des candidatures autour de nous, mais aussi en fonction du type de candidat que nous avançons (cf progression électorale de D. Weill devenu conseiller municipal de Paris).

F.G.D.S. : une progression irrégulière

Que peut-on diagnostiquer enfin quant aux résultats de la F.G.D.S. ? D'abord, là aussi, une progression globale tout à fait nette. Si, au lieu de se contenter des rubriques falsifiées de M. Frey, on tente un classement des résultats de 62 tenant compte, grosso modo, de l'éventail couvert par la Fédération, on constate qu'elle représentait environ 3 250 000 électeurs. Elle en obtient cette fois-ci 4 207 000, progressant donc autant que le P.C., contrairement à ce qu'on dit en général. Il est vrai qu'elle est présente au moins dans 20 ou 25 circonscriptions de plus qu'en 62.

Mais ce qui mérite une étude plus poussée, c'est la grande irrégularité de cette progression selon les cas. Aussi bien en ce qui concerne les députés sortants que les nouveaux candidats, les leaders nationaux que les « locaux », les radicaux que les socialistes ou les conventionnels, on voit certains candidats progresser jusqu'à doubler les voix antérieures, et d'autres plafonner, voire régresser. Il est difficile d'expliquer dans le détail ces variations, mais elles nous confirment en tout cas la grande hétérogénéité et aussi l'instabilité de l'électorat de cette tendance. C'est bien souvent la personnalité, l'« ima-

ge » du candidat qui a déterminé son résultat, selon qu'il correspondait ou non à la circonscription choisie. Il faut ajouter que l'absence de cohésion au niveau militant a abouti aussi à des campagnes électorales d'intensité très variées, ce qui est apparu à chacun de nous au sein même de son département.

En second lieu, puisqu'on constate globalement un progrès sensible, il faut essayer d'en analyser les origines et les causes. Il y a dans ce domaine une dualité assez prononcée : on constate en certains points le développement d'un électorat « gauche nouvelle » et en d'autres celui d'un électorat « centre gauche », au profit des candidats de la F.G.D.S. selon les conditions sociales de la circonscription et l'orientation de la candidature. Il y a plusieurs indices qui démontrent cette dualité. D'abord, en moyenne nationale, il semble que ce soit les candidats radicaux et S.F.I.O. qui progressent le plus, et non ceux de la Convention : ce qui donne à penser qu'il y a eu « grignotement » des positions centristes. Ensuite on constate que dans certains endroits la montée de la F.G.D.S. s'accompagne d'une stagnation du P.C. et au contraire d'un maintien centriste, alors qu'ailleurs quand la F.G.D.S. progresse cela ne gêne pas le P.C. qui monte aussi, alors qu'au contraire les voix centristes s'effondrent. Il est donc probable qu'il y a eu une conquête de voix dans des couches qui ailleurs vont au P.C., et à d'autres endroits dans des couches qui normalement votaient pour des centristes. Il est juste d'ajouter que la répartition des candidatures de la Fédération s'étant faite plutôt à l'avantage des partis traditionnels, c'est la poussée vers le centre qui est la plus sensible. Mais les deux coexistent. Enfin on trouve une manifestation de cette dualité en examinant les résultats du second tour.

Le report du second tour

En effet pour rendre compte complètement du comportement de la gauche à ces élections, il est fondamental d'étudier les reports de voix du second tour, qui présentent eux aussi une originalité profonde par rapport aux consultations antérieures puisqu'ils permettent de dire pour la première fois depuis 20 ans qu'il existe un électorat de gauche et un seul.

D'abord l'électorat du P.C., même dans les cas où les « nouveaux » étaient nombreux, a continué de démontrer sa discipline, ne la démentant que là où elle était exigée à tort : Max Lejeune, Lacoste, G. Bonnet et consorts ont dégoûté souvent un quart ou un tiers des électeurs communistes, ce qui est tout à l'honneur de ceux-ci. Une triste exception, M. Faure, qui semble bien avoir eu la quasi-totalité des voix communistes du 1^{er} tour. Il y a eu également des bavures au détriment de candidats de gauche qui apparaissaient un peu comme ayant « fait plier » le P.C.,

et que celui-ci n'avait pas ménagés avant le 1^{er} tour : Pierre Mendès France est le plus connu de ceux-là, et le plus caractéristique.

Les électeurs du P.S.U. ont eux aussi été parfaitement disciplinés. Dans les cas où le P.S.U. était au 1^{er} tour le seul candidat de gauche, et où donc l'épreuve du 2^e tour ne portait que sur ses voix propres, le report est pratiquement partout opéré à 100 %, même s'agissant de voix aussi récemment conquises à la gauche que celles de Rocard ou de Lallemand à Nancy.

Les électeurs de la F.G.D.S., sauf quelques cas significatifs (P. Uri à Laon, F. Lecuhardt à Marseille, Gauthier à Vizille, etc.) se sont massivement conformés à l'accord du 20 décembre. Même si on tient compte de certaines voix centristes obtenues par le candidat du P.C. devenu candidat unique de la gauche au second tour, il semble que la proportion des électeurs disciplinés, en moyenne nationale, est en gros de 85 %, alors qu'en 62, là où le cas se présentait, c'était entre 70 et 75 %.

Mais il faut rendre compte aussi de ce phénomène nouveau qu'a constitué le déplacement de certaines voix centristes au profit du candidat unique de la gauche au second tour. Lorsque ce candidat était celui de la F.G.D.S., la proportion moyenne semble être de 20 à 22 %. Lorsqu'il était P.S.U., elle est supérieure à 30 %, mais dans ces circonscriptions (Morlaix, Saint-Brieuc, Royan, Saint-Dié, Sedan) l'électorat centriste est sans doute plus populaire qu'ailleurs. Enfin même quand le candidat de la gauche était communiste, il a recueilli en moyenne 10 à 15 % des voix centristes du 1^{er} tour, avec il est vrai de fortes variantes (mais dans certains cas, à Longjumeau par exemple, la proportion dépasse 25 % et Pierre Cot dans le 13^e a eu sans doute le tiers des voix Centre Démocrate ; enfin le maire communiste de la Seyne-sur-Mer a sans doute recueilli 4 ou 5 000 voix de rapatriés qui avaient voté pour Arrighi le 5).

Même si elles ont été favorisées par des campagnes d'un anti-gaullisme sommaire et même si elles représentent encore un renfort assez fragile, ces adhésions nouvelles de la gauche, qui ont décidé de l'élection de nombreux « nouveaux », tant communistes que fédérés, montrent bien ce que peut rassembler d'énergies nouvelles une gauche qui tente de se constituer en mouvement cohérent, revendiquant les responsabilités du pouvoir pour réaliser des mutations sociales profondes. La lente évolution que nous avons constatée depuis six mois, qui a consolidé peu à peu l'unité tactique née de l'instinct de conservation, qui lui a donné une durée et une perspective politique qu'il s'agit maintenant de renforcer, cette évolution nous satisfait. Nous avons tout fait pour la provoquer et l'accélérer. Nous allons maintenant travailler à ce qu'elle s'affirme. □

Souscription nationale

PENDANT toute la campagne électorale, le P.S.U. a dû affronter non seulement des forces politiques, mais des moyens de propagande. Ils ont été largement déployés.

L'U.N.R. a consacré, dit-on, plus deux milliards d'anciens francs, pour soutenir ses candidats. Les autres forces, même avec des moyens plus modestes, ont pu dégager des centaines de millions.

Pour notre part, si notre campagne a répondu honorablement aux besoins dans les conditions de débordement que tous nos afficheurs ont connu, elle s'est tenue à des chiffres plus modestes. Lourds cependant à supporter pour toutes nos fédérations.

C'est pourquoi le Comité Politique National, lors de sa dernière réunion a décidé de demander, à tous les militants de faire un gros, un immense effort, à tous nos sympathisants de nous manifester leur soutien, à tous nos lecteurs de nous prouver leur accord.

De nouvelles batailles devront être menées. Il s'agit d'armer notre parti, pour les affronter dans de bonnes conditions. Il ne s'agit pas seulement de liquider les dettes évidentes que laisse toute la campagne électorale pour une organisation comme la nôtre, il s'agit aussi de prévoir dès aujourd'hui les moyens qui seront indispensables demain.

Nous savons que cet appel ne sera pas fait en vain. Nous comptons sur tous pour faire les gestes nécessaires. La souscription reprend et doit s'amplifier. La bataille sera gagnée. D'avance merci.

Adressez vos dons et souscriptions à Jean Arthuys, trésorier national. C.C.P. Paris 14 020-44.

Congrès national du P.S.U.

LE CONGRES NATIONAL DU P.S.U. SE REUNIRA LES 23, 24 ET 25 JUIN 1967.

LE LIEU OU SE DEROUlera CE CONGRES SERA ANNONCE ULTERIEUREMENT.

Matériel disponible

— BROCHURES

— Santé

— Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :

L'exemplaire 1 F.

— C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

— DISQUES

— Portugal résiste

— Chants de lutte

— L'Internationale

L'exemplaire : 10 F

— CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Numéro spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande.

Tribune Socialiste
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

Libérez Hugo Blanco

Le Comité Politique National du Parti Socialiste Unifié se solidarise avec toutes les initiatives en faveur de la libération du leader syndicaliste paysan Hugo Blanco, condamné à mort par le Tribunal de Lima, et de ses compagnons emprisonnés et condamnés à de lourdes peines.

Appel

Dans la nuit du 3 au 4 mars, des militants de la 15^e section du P.S.U. qui surveillaient les panneaux électoraux de Pierre Naville, candidat contre le ministre U.N.R. Marette, ont été sauvagement attaqués par quelques dizaines d'individus. Quatre voitures ont été rendues inutilisables : une première estimation des frais les situe entre 6.000 F et 8.000 F. Il est impossible pour la 15^e section de prendre à sa charge la totalité de ces frais. Il n'est pas concevable non plus qu'ils soient supportés par les militants auxquels appartiennent ces voitures. C'est pourquoi nous faisons appel à la solidarité de tout le Parti. Versez votre contribution au C.C.P. 6234-67 Paris - Louis LEMEE, 5, rue Gutenberg, Paris-15^e.

Stages

A l'occasion des congés du 1^{er} mai et de l'Ascension, l'A.D.-E.L.S. organise un stage pour la Haute et Basse-Normandie, du 29 avril au 4 mai 1967. Urbanisme et aménagement régional. Les inscriptions peuvent être prises au siège de l'A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

Petites Annonces

● Jeune camarade Noir d'Afrique du Sud, Docteur sciences économiques, parlant anglais et polonais, cherche tout travail même manœuvre. Urgent s'adresser à « T.S. » ou à LAM. 51-62.

● Nous demandons aux fédérations de bien vouloir retourner aux archives de la rédaction de « T.S. » après utilisation les photos et les clichés qu'on leur fournit pour leurs publications.

Campagne de diffusion de TS

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

1 an : 30 francs.

6 mois : 16 francs.

3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

— Chèque bancaire ;

— C.C.P. (5826-65 Paris).

Comité Politique National

Résolution de politique générale

Le Comité Politique National du P.S.U. considère que les succès remportés par la gauche lors des dernières élections législatives créent une situation nouvelle beaucoup plus favorable.

La réalisation des accords de la gauche et leur application loyale ont permis aux électeurs de manifester dans toute son ampleur leur hostilité croissante à la politique économique et sociale du régime. La majorité sortante se trouve affaiblie et lézardée au moment où elle doit af-

fronter tous les problèmes laissés en suspens depuis deux ans (problème foncier, finances locales, emploi et conversions, Sécurité sociale, logement, faillite du V^e Plan) et où les progrès politiques de la gauche stimulent la combativité des travailleurs.

Cette évolution pose dès maintenant le problème du remplacement du régime. Il est clair, depuis le 12 mars, que la seule alternative est celle que propose la gauche unie. Dans cette perspective, la tâche la

plus urgente est l'élaboration du contenu précis d'un programme commun qui permette à l'unité de résister demain à l'épreuve du pouvoir et à la gauche d'être en mesure d'effectuer des transformations de structures irréversibles.

Le Parti Socialiste Unifié, qui a toujours donné priorité à cet effort, entend aujourd'hui plus que jamais contribuer aux progrès de l'unité ; il formulera des propositions précises inspirées par les objectifs des luttes sociales en cours, se situant dans la perspective d'une alternative socialiste comme issue à la crise du régime, et qui permettront la constitution d'une équipe gouvernementale de toute la gauche.

Dans cet esprit, le P.S.U. considère comme importante et positive la proposition de donner suite aux accords

signés avant les élections par la constitution à l'Assemblée nationale d'une délégation permanente de la gauche. Ainsi seront donnés aux trois forces alliées la cohérence et le caractère offensif nécessaires pour gagner la bataille qui s'engage.

Le C.P.N. du P.S.U. donne d'autre part mandat à son bureau national de prendre contact avec la F.G.D.S. pour régler en commun les problèmes que pose l'appareillement des députés du P.S.U. au groupe de la F.G.D.S. à l'Assemblée nationale, pour donner une meilleure efficacité au travail parlementaire des élus.

Le Congrès ordinaire du Parti, convoqué pour les 23, 24 et 25 juin 1967, aura pour but de déterminer l'orientation générale de la politique du Parti dans la période à venir. □

Résolution sur le Vietnam

Le Comité Politique National du P.S.U.,

— réaffirme, comme il l'avait fait dans sa session de novembre 1966, que la seule réponse adéquate et effective que les forces de gauche peuvent apporter à l'agression américaine au Vietnam réside dans un soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien et dans la manifestation à son égard de sa solidarité politique.

Le P.S.U. engagera dans l'immédiat — en liaison avec toutes les forces de gauche qui acceptent cette plate-forme commune — une vaste campagne pour populariser les déclarations en 4 points de la R.D.V. et en 5 points du F.N.L., dont les aspects principaux sont les suivants :

— Retrait des troupes américaines et satellites ;

— Abolition des bases militaires américaines ;

— Cessation inconditionnelle et immédiate des atteintes à la souveraineté de la R.D.V. et plus particulièrement des bombardements ;

— Respect des dispositions militaires des accords de Genève ;

— Droit à l'autodétermination pour le Vietnam du Sud ;

— Reconnaissance du F.N.L. comme le seul représentant authentique du peuple du Vietnam du Sud.

Sur ces bases, le P.S.U. apporte tout son appui aux initiatives du Comité Vietnam National qu'anime Laurent Schwartz — notamment à la création de comités de base partout où cela est possible, et aux Assises Nationales des 15 et 16 avril, convoquées par le Comité Vietnam National.

Le C.P.N. invite ses fédérations, sections et militants à engager leurs forces dans la bataille pour la constitution sur le plan national et international d'un vaste front anti-impérialiste. □

Bretagne

Une mutation en cours

Rémy Grillault

Fief du M.R.P. après la guerre, bastion du gaullisme depuis 1958, la Bretagne se caractérise par le paradoxe d'une population économiquement et socialement de gauche qui envoie régulièrement au parlement de forts contingents de députés de droite, bénéficiant du réseau des notables ruraux et de l'appui d'une partie du clergé attachée à la défense de l'école libre. Le 12 mars, cette image traditionnelle a été partiellement remise en cause et une évolution dans le comportement politique commence à se faire jour.

Succès de la gauche nouvelle

En effet, la Bretagne compte maintenant trois députés de gauche : le maire S.F.I.O. de Lorient Allainmat qui a mis en échec le ministre Messmer et nos deux camarades Prat et Le Foll qui enlèvent pour le P.S.U. les sièges de Morlaix et de Saint-Brieuc après une lutte serrée. Dès le premier tour, les voix de gauche passaient dans les quatre départements bretons de 28 % à 30 % des suffrages exprimés. Le gaullisme est en recul très net et perd trois sièges.

Le Centre Démocrate maintient le nombre de ses députés mais perd des voix au profit des candidats de gauche.

Ce succès est d'abord le succès de la gauche nouvelle comme l'attestent les progrès réalisés par le P.S.U. dans les Côtes-du-Nord (12 % de S.E.), le Morbihan et le Finistère, et surtout les résultats obtenus par notre camarade Foulon et par Michel Philipponneau (C.I.R.) dans les deux circonscriptions de Rennes, ville en pleine industrialisation, où la gauche double ses voix par rapport à 1962. Ils prouvent que c'est par un patient travail d'implantation et en proposant des solutions socialistes et concrètes aux problèmes spécifiques du sous-développement régional, comme l'a fait le colloque de Saint-Brieuc, que la gauche peut prendre l'offensive.

La faillite des notables

Elle peut ainsi espérer arracher à la droite une population ouvrière et paysanne qui prend de plus en plus conscience que ni le patronat ni la bourgeoisie locale, dominés par une mentalité malthusienne d'assistés, ni une pseudo-politique d'« aménage-

ment du territoire » téléguidée de Paris à des fins électorales par le pouvoir gaulliste ne peuvent apporter de solutions efficaces et justes aux problèmes bretons. Les quelques opérations de décentralisation industrielle se sont traduites par l'alignement sur les salaires minima, favorisé par l'existence des abattements de zones, et l'exploitation d'une main-d'œuvre issue du milieu rural et non organisée (la répression anti-syndicale de Citroën à Rennes est à cet égard le modèle des méthodes du patronat de combat), assurant ainsi aux entreprises décentralisées des profits substantiels. Mises à part ces réalisations, le problème de l'emploi, lié à la montée des jeunes et aux reconversions (cf. Lorient et Hennebont ainsi que la Basse-Loire), est toujours aussi crucial. L'agriculture se heurte toujours à l'inorganisation des marchés et des structures archaïques et se trouve menacée par l'intégration capitaliste. La pêche est en crise.

C'est cette prise de conscience du sous-développement auquel le gaullisme et le néo-capitalisme s'avèrent incapables de faire face (car l'existence de zones de dépression internes est une des conséquences de l'économie de profit) qui anime les

luttres ouvrières et paysannes depuis une dizaine d'années. Le dynamisme des syndicats C.F.D.T., l'action des mouvements de jeunesse agricole catholique et du C.N.J.A., l'engagement à gauche de nombreux militants catholiques ont brisé la méfiance traditionnelle de nombreux électeurs pour la gauche. L'échec du M.R.P. devrait permettre la jonction des masses laborieuses bretonnes dont les intérêts entrent quotidiennement en contradiction avec le néo-capitalisme, et d'une gauche renouée. Pour cela, il faut continuer le travail d'implantation à la base, l'insertion dans les luttes économiques et sociales, les propositions concrètes, afin de prolonger les premiers succès obtenus le 5 et le 12 mars et arracher progressivement la Bretagne aux forces conservatrices. □

Députés des 4 départements bretons.

	1962	1967	
V ^e Républ.	17	14	- 3
C. D. modérés	7	8	+ 1
P.S.U.	1	2	+ 1
F.G.D.S.	—	1	+ 1

Voix obtenues par les partis de gauche.

	1962	S.E.	1967	S.E.	Accrois. 1967/1962
P.S.U.	48.575	4,8 %	63.182	5,1 %	+ 48,4 %
F.G.D.S.	77.194	7,7 %	112.749	9,04 %	+ 46 %
P.C.	158.522	15,9 %	211.417	16,1 %	+ 33,3 %

Cinéma

Le tiercé de Mag Bodard

Jean Helms

La productrice Mag Bodard présente ces jours-ci trois films dans les salles parisiennes : « Mouchette », de Robert Bresson, « Les demoiselles de Rochefort », de Jacques Demy (1) et « Deux ou trois choses que je sais d'elle », de Jean-Luc Godard. Si l'on relève que cette même société a à son actif la distribution de « Au hasard Balthazar », « Les parapluies de Cherbourg », et « Le bonheur », d'Agnès Varda, on peut avancer sans hésiter que cet amateur éclairé monopolise présentement la plus belle veine du cinéma français.

Bresson le patron

Souffrance et beauté presque insoutenables ; nous ne sortons pas de cette impression finale où nous laisse « Mouchette » le dernier film de Robert Bresson. Les hommes se serrent au comptoir comme les bêtes à l'abreuvoir : en silence et sans joie. Mais les images qui saisissent leurs gestes d'ivrognes sont d'une extraordinaire densité. Aussi de l'adaptation du « Journal d'un curé de campagne » à celle de « Mouchette », écrits tous les deux par Bernanos, Robert Bresson poursuit cette entreprise, sans exemple dans le cinéma, de rigueur et de dépouillement.

Par trois fois Mouchette se laisse rouler vers l'eau reposante et lumineuse afin de s'y noyer. Par trois fois, Bresson réussit à la perfection cette séquence de haute volée. Tranchant souverainement dans les effusions, les bavardages et les compromis techniques ou commerciaux, ce réalisateur épure « le cinématographe » ainsi qu'il l'appelle, comme il le ferait d'un diamant peu à peu dégagé de la gangue superflue qui l'enfermerait.

« Mouchette » est aussi transparent que la rivière où son héroïne va mourir. Aussi implacable également. Pas un geste, pas un mot qui ne soit scrupuleusement pesé. Mais ce regard lucide sur la brutalité humaine dissipe toute lueur d'espoir qui viendrait affadir son propos. Mortifiées, persécutées par les hommes, la tendresse et l'innocence se réfugient dans la résignation silencieuse des animaux. Les très belles chasses de lapins, qui sursautent en mourant sous les chevrotines ou de perdrix

élégamment étranglées, sont d'un symbolisme évident même si Bresson se défend de ces préoccupations (2). Qu'on se reporte, si l'on en doute, aux chasses « réalistes » de « La règle du jeu ».

La dureté des hommes semble donc ici sans appel. Qu'est donc devenue « cette joie du matin, cette joie si puissante au cœur des paysans » décrite par Bernanos ? C'est sur ce point précis de pessimisme envers l'homme que la confrontation du romancier et de son adaptateur est édifiante. Plus encore que les remarquables interviews accordées par Bresson à la presse, la relecture de la « Nouvelle histoire de Mouchette » nous renseigne sur les intentions profondes du réalisateur.

L'anecdote de l'œuvre est en gros la même : à quatorze ans, Mouchette vit dans une famille d'ivrognes. La mère ne va d'ailleurs pas tarder à mourir de ses excès. Rejetée par le village, la jeune fille se venge comme elle peut par son mutisme têtu, des injures sourdes ou des provocations délibérées : en se salissant rageusement ou lançant des mottes de terre aux autres écolières. Une nuit le braconnier la retrouve perdue dans la forêt où elle s'était si souvent réfugiée. Seul celui-ci garde quelque prestige aux yeux de la petite, ce qui lui permettra de la violer, encore lourd des vapeurs d'alcool et d'une crise d'épilepsie. Un jour, presque sans y penser, Mouchette se laissera rouler dans la rivière près de laquelle ses camarades avaient l'habitude de jouer.

Bresson n'a rajouté en somme que le déjà fameux intermède de la petite foraine où Mouchette, riant pour la seule fois du film, rencontre au volant d'une auto-tamponneuse, un garçon souriant. Elle va vers lui. Son père la gifle pour l'en séparer.

Le cinéaste suit donc pas à pas le roman. C'est surtout dans la peinture des personnages que Bresson s'écarte du romancier et affirme son génie : revus par le réalisateur, les

paysans surnois de Bernanos, deviennent des brutes silencieuses dans le paysage glacé du film et la petite Mouchette « futée comme une perdrix » prend ici l'ineffable douceur de l'âne Balthazar. Ainsi d'un ouvrage féroce mais chaleureux, Bresson a tiré une fresque plus formelle mais d'une portée plus universelle : chaque personnage semble douloureusement, irrémédiablement privé d'une spiritualité qui ne parvient pas à s'incarner comme semble le souligner les accents du « Magnificat » de Monteverdi.

Une voix étranglée

En quelques images, c'est un fond immoral de persécution humaine, ou pire, de dégénérescence des valeurs les plus nobles, que Bresson fait ressurgir. Ainsi quand le père ivrogne projette sa fille sur un bûcher, ou tente, sans succès, un éloge funèbre de sa femme morte un litron aux lèvres.

Le chant, élément si fraternel chez Bernanos, prend dans le film la hauteur d'une parabole. C'est la très

belle séquence où l'institutrice maintient penchée au-dessus de l'harmonium cette tête de colombe rebelle dont la voix étranglée finit par s'élever avec une désarmante pureté.

Cette même voix qui viendra, spontanément cette fois, bercer le braconnier bavant par terre pendant sa crise. Ce qui n'empêchera pas l'épileptique de violer la fillette lorsqu'il reprend ses esprits.

On conçoit que devant tant d'horreurs, certains spectateurs aient été tentés de crier grâce. C'est peut-être précisément le cri que Bresson prétendait nous arracher. Il y a chez cet inquisiteur — trahi par la douceur des plumes, des mères et des regards d'enfants — un insatiable assoiffé de pureté. Et qui la communique étrangement à ses comédiens, ses filles au cou potelé comme celui de Madame Nortier. Se limitant aux tons sévères du noir et blanc (cet ancien peintre a toujours refusé le cinéma en couleurs) Bresson édifie dans sa solitude l'œuvre sans doute maîtresse du cinéma actuel. (Mayfair, Monte-Carlo, Dragon, Saint-Séverin.)

Le triomphe de Jacques Demy

On sentait une sorte de picotement dans les jambes, quand, dans « Les parapluies de Cherbourg », Catherine Deneuve faisait de l'équilibre sur les rails du port...

Avec « Les demoiselles de Rochefort », on respire, on s'étire vers le plan intense dont Jacques Demy illumine cette fois le ciel. C'est un film « à danser » de plaisir.

Dès le générique on est transporté — si l'on peut dire — avec le bac qui fait traverser de modernes forains sur la Charente. Comme on dit à la veille d'une naissance très attendue : « Ce sera une fille ! », on pense en regardant jaillir les danseuses de la portière d'un camion : « Ce sera un chef-d'œuvre ! », et si on le chante, Michel Legrand aura gagné.

En tout cas, cette œuvre fera date dans l'histoire du cinéma : celle du premier film musical et chorégraphique réalisé par un Français de notre génération. La référence à l'opérette américaine ne saurait en effet satisfaire : il s'agit en fait d'une intégration au cinéma des formes d'expression les plus variées (la couleur par exemple, est aussi importante que la chorégraphie) mais sur des thèmes profondément français. Les dialogues, qui ont la limpidité du terroir, sont aussi simples que ceux des « Parapluies ». Il s'agit de situations apparemment banales racontées dans un langage de tous les jours. Qu'on en juge : à la faveur de la kermesse de Rochefort où elles présentent un numéro dansé, deux sœurs jumelles cherchent et découvrent l'amour avec un marin blond comme un Botticelli et un professeur

de musique américain. Cependant leur mère, élégante patronne de café, retrouve en un marchand de partitions récemment installé à Rochefort un amour vieux de dix ans.

Dans « Les demoiselles » comme dans « Lola », Demy use et abuse de ces situations où les êtres, qui doivent se rencontrer, se croisent sans se voir. Mais l'on en prévoit bien l'issue si l'on ne devine pas toujours comment cette rencontre va se réaliser : ainsi ce camion qui emporte à la fin du film une Catherine Deneuve désespérée « stoppé » sur la route par le marin à qui la jeune fille est destinée.

Un brin de knack

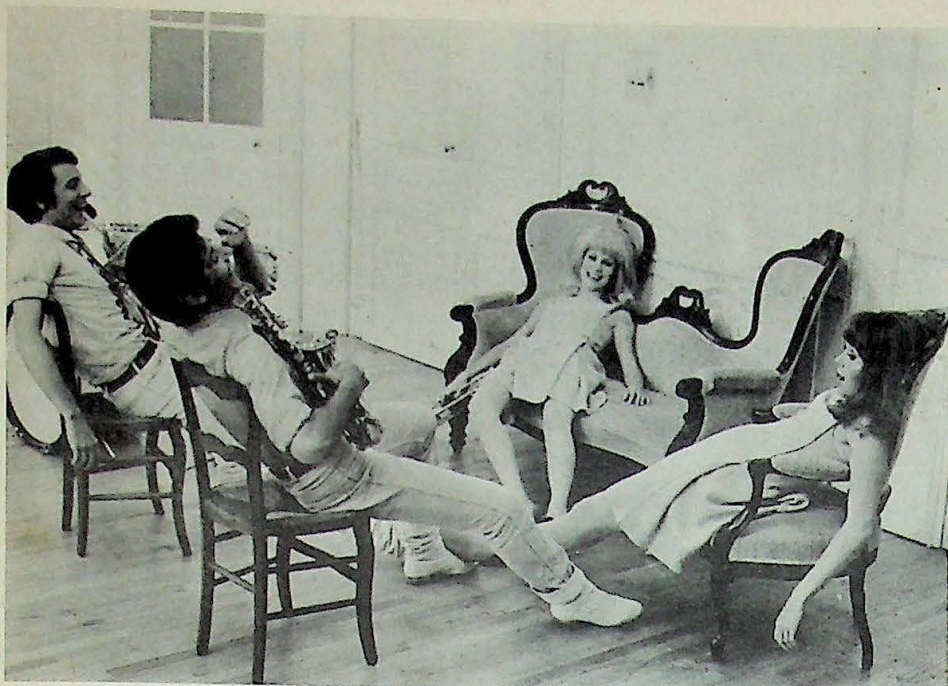
La chorégraphie donne cependant à cette œuvre, psychologiquement musicalement française, un petit ton anglo-saxon. C'est que Demy n'a pas pu trouver de danseurs en France, ni de chorégraphe. Il a dû les chercher en Angleterre et emprunter Gene Kelly et deux éléments de la troupe de Robbins aux Etats-Unis. D'où un dualisme permanent entre les comédiens et les danseurs qui nuit un peu à l'unité du film. Il faut dire que le chorégraphe Norman Maen ne nous propose pas des ballets classiques (si l'on peut déjà parler ainsi à propos de Jérôme Robbins) mais — comment dire ? — du « geste dansé » qui échappe à la critique traditionnelle. Mais alors, pourquoi avoir fait appel à Gene Kelly dont la formation chorégraphique éprouvée ne parvient guère à se plier à cette conception de la danse, malgré toute sa bonne



Trahi par les regards d'enfants.

(1) Ces deux réalisateurs ont en commun d'avoir fait appel au même prestigieux chef de photographie : Ghislain Cloquet.

(2) Notamment au débat public du T.E.P. lors de la présentation de *Au hasard Balthazar*.



Un rythme constamment enlevé.

volonté ? Heureusement les petites anglaises (Pamela Harth et Leslie North), nerveuses et déhanchées, et bien sûr : Chakiris et Grover Dale, apportent ce brin de « knack » qui manque à leur prestigieux partenaire.

Un bouquet de couleurs

Côté parisien, Jacques Perrin perpétue avec finesse la tradition des angelots marins de « Lola » tandis que Danielle Darrieux prend, avec autant de maîtrise, la relève d'Anne Vernon pour incarner la femme-mère, éternelle coquette et romantique au sourire songeur. Dans le rôle de « Monsieur Dame » (son grand amour), Michel Piccoli est sans doute le plus révélateur de ce vent de fraîcheur et de générosité qui vient grâce à Demy, détendre les attitudes contractées de nos modernes

héros de cinéma. Enfin « Les demoiselles », ce sont Catherine Deneuve (de nouveau) avec cette fois-ci sa sœur, Françoise Dorléac. Elles sont gentilles, et se tirent avec vaillance et un esprit plein de sel des épreuves chorégraphiques qui leur sont imposées.

L'extraordinaire agilité de la caméra donne à l'ensemble un rythme constamment « enlevé ». La beauté des photos de Ghislain Cloquet vous soulève comme les vues plongeantes sur la Charente, les unes multicolores du bar, la blancheur insensée de la boutique musicale. Et la musique enfin, romantique comme on n'ose plus l'être aujourd'hui, comme seul Demy a la candeur ou l'audace de l'être, irradie ce bouquet de couleurs, d'entrechats et de poésie. □

(Rex, Danton, Rotonde, Normandie, Studio Marigny, Caméo.)

Godard à bout de souffle

Godard fait maintenant partie des « 35-49 ans » chers à l'Institut National de la Statistique et aux enquêtes qu'il prétend exploiter. Ça commence à faire pour l'enfant terrible du nouveau cinéma. Mais oui, d'accord pour poser des plastics sous le bureau de l'Aménagement du District parisien, la base de Da Nang et la Metro Goldwyn Mayer. Mais quand tout cela a volé en éclats — en images fulgurantes, certes, mais en images — il faut bien aboutir quelque part.

La démarche de ce cinéaste a pourtant quelque chose d'excitant pour l'esprit car il joue délibérément la provocation et le risque le plus flagrant d'impopularité (ce ne sont pas ses pesants exégètes qui nous feront changer d'avis). Il faut le voir torde joyeusement le cou à l'anecdote et faire avorter les diversions sensuelles les plus prometteuses comme ces deux filles nues qui enfouissent leur visage dans un sac de voyage et

se promènent ainsi debout pour satisfaire un client capricieux. Johnson, selon cet Américain, pourrait se payer 20.000 filles de ce genre s'il faisait revenir un seul Noir du Vietnam.

Godard cherche donc furieusement à nous communiquer ses concepts et ses motifs d'indignation. Les premiers, un « essai sociologique en forme de roman », ne sont guère vérifiés. Les seconds ne manquent pas, de l'exploitation de la femme à l'agression des innocents. Ce réalisateur souffre de la violence dans sa chair comme peu d'entre nous en sont capables à l'heure actuelle. La boucle est bouclée si l'on suggère que certaines habitantes des « grands ensembles », pour améliorer leurs fins de mois, ont des complaisances pour des G.I. de retour du Vietnam...

C'est d'ailleurs le sujet du film tiré d'une série d'enquêtes publiées par le *Nouvel Observateur*.

Si élevées soient-elles, ces préoccupations ne suffisent pas à faire un film. Somme toute, Jean Rouch a mieux fait dans le genre. Surtout qu'ici, la qualité des photos est nettement moins bonne que dans *Made in U.S.A.* et Marina Vlady moins convaincante que Karina. Il y a quelques réussites : un visage sur un flou lumineux de néons ou sur des grands ensembles presque beaux sous la caméra, la nervosité d'Anny Dupréy interrogée sur sa sexualité ou la nais-

sance antédiluvienne et moléculaire du café vu trop près de la tasse (un vrai morceau d'anthologie).

Mais ces passages appellent moins l'indulgence que l'album d'inventaires. Il faut songer à recoller tout ça. Car si l'on retire les couleurs, il reste cet amas de lieux communs qu'avec le temps on supporte de plus en plus difficilement. On ne peut perpétuellement vivre sur le souvenir d'*A bout de souffle* ou du *Mépris*. □

Théâtre

Festival des provinces

Gilles Jouanard

La décentralisation théâtrale s'accomplit, bon an, mal an, à la force des poignets de quelques animateurs kamikaze ; le talent ou l'abnégation de ceux-ci servant de titre de gloire... au régime !

Pour la quatrième année, le festival du Théâtre des Provinces va rendre à Bourges ses anciennes prérogatives de capitale de la France du 22 mars au 2 avril.

En effet, c'est dans les locaux de la Maison de la Culture, dirigée par Gabriel Monet, que, du 22 mars au 2 avril, dix compagnies se succéderont pour témoigner de la vitalité du théâtre de province.

Seront au programme : *Le Bain*, de Maïakowski, par le Théâtre de

la Maison de la Culture de Caen ; *Cœur à cuire*, d'Audiberti, par la Comédie de Bourges ; *Les Derniers*, de Gorki, par la Comédie de Saint-Etienne ; *Cœur Ardent*, d'Ostrovski, par le Théâtre de Carouge-Genève ; *L'Opéra Noir*, de Gabriel Cousin, par le Théâtre de la commune d'Auberwilliers ; *Gripure*, de Louis Guilloux, par le Cothurne de Lyon ; *Le Misanthrope*, par le Théâtre de Champagne ; *Les Sincères*, de Marivaux, et *Le Menteur*, de Corneille, par le Théâtre de l'Est Parisien ; et enfin, *La Question d'Argent*, d'Alexandre Dumas fils, par le Centre Dramatique du Nord.

Notre envoyé spécial rendra compte de cette importante manifestation dans nos prochains numéros. □

A lire

SUR LE VIETNAM :

- Pierre Naville : « La guerre et la révolution : guerres d'Asie » - *E.D.I. Paris*.
- Bertrand Russel : « Nuremberg pour le Vietnam » - *François Maspéro*.
- Wilfred Burchett : « Hanoï sous les bombes » - *François Maspéro*.
- Jean Lacouture : « Hô Chi Minh » - *Le Seuil*, collection « Politique ».
- Arthur M. Schlesinger : « Un héritage amer : le Vietnam » - *Denoël*.

LITTÉRATURE :

- Simone et André Schwarz-Bart : « Un plat de porc aux bananes vertes » - *Le Seuil*.
- Colette : « Une autobiographie tirée des œuvres de Colette par Robert Phelps » - *Fayard*.

REVUES :

- Numéro de janvier 1967 de *Critique* : regards sur l'Amérique avec des articles de Alain Clément, Stanley Hoffmann, André Glucksmann, Georges Burdeau, Roger Errera, etc.

POUR MIEUX COMPRENDRE

LE TIERS MONDE :

Nous ne saurions trop recommander à ceux de nos lecteurs que préoccupent les questions du tiers monde de prendre connaissance — s'ils ne l'ont déjà fait — de deux revues particulièrement opportunes. La première, dont on fête actuellement l'anniversaire est dirigée par deux de nos confrères du Monde, P. Biarnes et Ph. Decraene : depuis un an, en effet, « Le mois en Afrique » permet de suivre l'actualité africaine, la bibliographie consacrée à l'Afrique mais aussi de se familiariser avec des sujets plus complexes tels que « Minorités européennes en Afrique », « La Chine et l'Afrique », « L'Afrique et l'Europe des Six », etc. (Le numéro : 10 F - 17, rue de la Banque, Paris-2°.)

La seconde publication est une nouvelle revue au titre symbolique : « Trois continents », que viennent de lancer nos amis A.-P. Lentin, J. Lacouture, M. Niedergang, J. Rous, P.-M. de la Gorce, etc. Entretiens, dossiers, actualités, portraits, monographies, etc. constituent l'épine dorsale de cette revue bi-mensuelle au prix modique de 5 F. (70, rue Saint-Louis-en-l'Isle, Paris-4°.)

Dans les deux cas, on gagne un temps précieux en faisant confiance à des spécialistes réputés dont au surplus les options sont suffisamment différentes pour que l'on soit assuré d'échapper au formalisme de la démagogie. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Technique d'un meurtre

Vietnam

Les généraux US attaquent Le peuple vietnamien aussi

Pierre Naville

La conférence de Guam, à laquelle le président Johnson et le général Ky ont donné le ton, n'a apporté que ce qu'on pouvait en attendre : une volonté d'accentuer l'offensive militaire, tout en déclarant que le gouvernement américain reste prêt à chercher une « fin honorable » du conflit avec Hanoï.

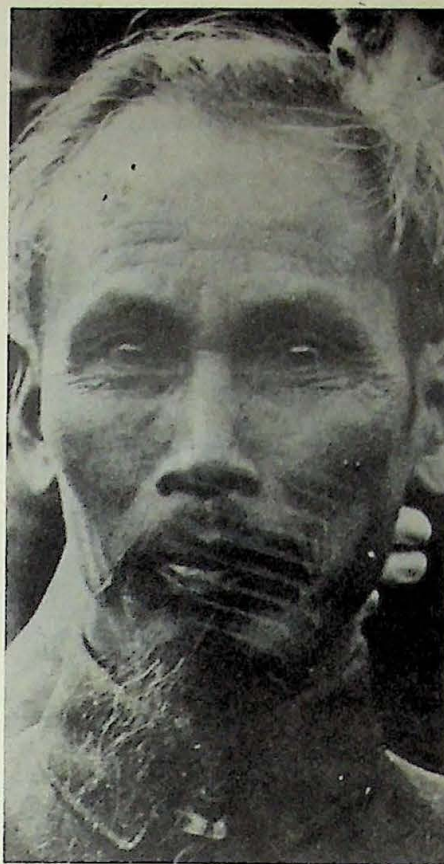
Sur le terrain militaire, les forces américaines développent leur activité dans trois directions : bombardements au Vietnam du Nord pour détruire les centres industriels vitaux, détruire ponts, routes et matériel, et atteindre les bases de fusées, et bombardements côtiers et fluviaux pour atteindre le trafic maritime qui alimente l'Armée de Libération du Sud-Vietnam ; opérations de nettoyage au Sud-Vietnam, notamment dans le delta du Mékong ; tentative de verrouillage du 17^e parallèle, c'est-à-dire de la frontière entre les deux Vietnams, ainsi que du Sud-Laos par où passe la « piste Ho Chi-minh ». Mais ces opérations, intensifiées ces dernières semaines, se heurtent à une résistance toujours aussi ferme, qui les rend stratégiquement inefficaces. Au Nord, le pays est mobilisé pour résister aux agressions, et malgré les pertes et les atteintes aux installations industrielles, rien n'indique que le gouvernement de Hanoï soit prêt à accepter des pourparlers qui seraient motivés par les effets de l'agression américaine. Au Sud, le gouvernement Ky ne parvient pas plus que par le passé à assurer son autorité en dehors de quelques centres urbains, ce qui réduit à néant la politique de « pacification » recommandée par les Américains.

L'accroissement continu des forces américaines ne leur permet pas, dans cette situation, de changer la face des choses. Stratégiquement, leurs attaques apparaissent de plus en plus comme des opérations de « dégage-

ment », c'est-à-dire, au fond, défensives. C'est pourquoi certains chefs militaires américains continuent à demander que les forces américaines aient enfin un but stratégique positif, c'est-à-dire le Vietnam du Nord lui-même, ainsi que le Laos. Mais Johnson et ses conseillers ne peuvent, dans la conjoncture internationale présente, étendre jusque-là leur politique d'agression sans courir des risques énormes. Car ils savent — surtout après l'expérience de Corée — que la promesse d'une aide chinoise directe ne sera pas un vain mot si le territoire du Vietnam du Nord est attaqué par terre. Quant à risquer une guerre nucléaire générale, l'attitude de l'U.R.S.S. et de la Chine, malgré leur conflit, la rend impossible pour le moment.

Dans ces conditions, la conférence de Guam ne pouvait que réaffirmer les objectifs officiels des Etats-Unis : intensifier leur action militaire jusqu'au moment où Hanoï cesserait, sous une forme ou sous une autre, d'apporter son aide au Vietcong. Johnson espère, par une « offensive d'usure », amener Hanoï, Moscou et même Pékin à rechercher un compromis, équivalent au *statu quo*, en cessant d'apporter leur appui à la révolution du Sud-Vietnam, à la façon dont Staline avait abandonné Markos et la guérilla grecque en 1948, et la réunification de la Corée en 1952.

Toutefois, cette perspective paraît bien aujourd'hui inactuelle. Car la vérité est que le Vietcong et les forces révolutionnaires au Vietnam du Sud ne sont pas dirigées de l'extérieur, bien qu'elles reçoivent de l'extérieur un soutien défensif important. Le temps n'est plus où un chef d'orchestre invisible comme Staline pouvait faire la pluie et le beau temps dans les mouvements de libération populaires et socialistes du monde en-



Keystone

La « piste » est surtout politique.

tier, pas plus d'ailleurs qu'il n'existe d'entente complète entre les différents Etats du « camp socialiste ». L'attitude de Castro à Cuba, l'autonomie des mouvements révolutionnaires en Amérique Latine, la lutte du Vietcong, montrent qu'il s'agit d'actions spontanées qui ne peuvent être commandées à volonté par les « grandes puissances ». C'est pourquoi une cessation des hostilités au Vietnam ne peut résulter que d'une décision qui revient au Front de Libération lui-même et non d'un compromis négocié par-dessus sa tête.

L'enjeu de la lutte, nous l'avons souvent répété, ce n'est plus seulement « le respect des accords de Genève », c'est le pouvoir à Saïgon. Si ce but peut être atteint par un « compromis », c'est-à-dire si le Vietcong estime à un moment donné qu'il peut l'atteindre en ménageant une transition, par une coalition gouvernementale et des élections générales véritablement libres, il est vraisemblable que le Front de Libération s'y rallierait. Mais il est bien évident que la condition d'un tel compromis, c'est la neutralisation, puis le retrait des forces américaines, et la cessation contre le Nord. Or, c'est ce que sans contrepartie de l'agression Ky et les chefs militaires américains ne veulent pas accepter.

L'opinion mondiale ne joue pas un rôle négligeable dans ce

domaine. Mais ce que le peuple vietnamien attend d'elle, ce n'est pas qu'elle demande une « négociation » ou un « compromis » qui sauve les positions du gouvernement Ky et de Johnson, c'est qu'elle soutienne ses revendications légitimes et appuie son programme de libération.

Beaucoup de travail reste à faire dans ce sens. La gauche socialiste française ne s'exprime pas toujours avec clarté. Sous prétexte du rétablissement de la paix, but souhaité par tous, on estompe souvent les responsabilités américaines, en demandant que « chacun fasse un pas ». Mais la vérité est que le seul pas important à faire, c'est celui auquel les Américains doivent être contraints, c'est-à-dire à quitter le Vietnam. Quant à l'appui de Hanoï à ses frères du Sud, il est bien clair que si l'agression américaine cessait, si les conditions au Vietnam-Sud étaient réunies, d'une consultation démocratique le gouvernement de Hanoï modifierait ses dispositions militaires, comme il l'a d'ailleurs clairement laissé entendre.

Le Comité Politique National du P.S.U. vient, dans une résolution que nous publions d'autre part, de réaffirmer clairement sa position en déclarant que « la seule réponse adéquate et effective que les forces de gauche peuvent apporter à l'agression américaine au Vietnam réside dans un soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien et dans la manifestation à son égard de sa solidarité politique ». Cet engagement se traduira par une action intensifiée de tout le parti, et par le soutien qu'il apporte au Comité Vietnam National, qui tiendra ses assises dimanche prochain. Il serait dangereux pour la gauche socialiste de ne pas comprendre l'importance de l'enjeu. Ceux qui dans ses rangs essaieraient de faire de l'équilibre entre Washington et le peuple vietnamien montreraient qu'ils ne veulent pas aller même aussi loin que de Gaulle, et que l'atlantisme n'est pas mort chez eux. Mais dans ce domaine comme dans les autres, c'est l'action des masses populaires qui doit faire sentir son poids, notamment par la multiplication de comités locaux de soutien au peuple vietnamien. □